



FAITS SAILLANTS DE LA RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

MARS 2024

Notre Conseil exécutif national (CEN) s'est réuni les 18 et 19 mars 2024, à Ottawa. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

In memoriam

Le Conseil exécutif national (CEN) a observé une minute de silence pour souligner le décès de membres de la famille SCFP : Robert Zver, section locale 606; Deborah Sinclair, section locale 8443; Evelyne Bembem, section locale 949; Dustin Cholosky, section locale 204; Paul Barry, membre du personnel à la retraite; Margaret Irwin, membre du personnel à la retraite; Sylvie Bergeron, membre du personnel à la retraite; Jerry Lava, membre du personnel à la retraite; Claude Héту, membre du personnel à la retraite; Linda Jewett, membre du personnel à la retraite; Zoel Savoie, membre du personnel à la retraite.

Nouveau membre du Conseil exécutif national

Après la démission d'Ernest Green du Conseil en janvier et conformément aux statuts nationaux, Mike Tobin a été dûment élu et assermenté à titre de nouveau vice-président régional représentant Terre-Neuve-et-Labrador. Le Conseil a souhaité la bienvenue à Mike et une belle retraite à Ernest.

Jurys

Le Conseil a approuvé le renouvellement du mandat de 26 membres qui siégeront à des jurys nationaux, en vertu de l'Annexe F des statuts nationaux.

Un autre appel de candidatures a été envoyé aux membres, avec la date limite du 26 avril 2024. Nous sommes à la recherche de membres qui peuvent écouter et comprendre divers points de vue, qui connaissent bien les droits de la personne, qui sont capables d'exprimer une décision par écrit et qui sont disponibles pour effectuer le travail d'un conseil de discipline. Si la chose vous intéresse, parlez-en à votre conseillère syndicale ou conseiller syndical.

L'Économie au travail

L'économiste principale du SCFP, Angella MacEwan, s'est jointe à la réunion du CEN pour présenter une mise à jour économique et animer une discussion sur les taux d'intérêt, l'inflation et le marché du travail au Canada. Ces sujets sont abordés dans la publication trimestrielle du SCFP *L'Économie au travail*. Les articles, ainsi qu'une version téléchargeable de la publication, se trouvent en ligne [ici](#).

Importantes contestations judiciaires

Le Conseil a reçu une mise à jour sur un certain nombre d'affaires judiciaires d'importance auxquelles participe le SCFP, notamment celles qui contestent la constitutionnalité de lois entraînant des répercussions pour nos membres. Ces attaques législatives contre nos droits collectifs incluent des restrictions salariales en Nouvelle-Écosse et en Ontario, une loi imposant des changements aux régimes de retraite au Nouveau-Brunswick et au Québec, une loi limitant nos droits de négociation au Québec et en Ontario et une loi restreignant nos droits en tant que syndicat en Alberta.

En particulier, il faut souligner la récente décision de la Cour d'appel de l'Ontario qui a jugé inconstitutionnelle la Loi 124 limitant les salaires. Le gouvernement ontarien a renoncé à en appeler de la décision et a depuis abrogé la loi en question.

Bien que le processus judiciaire puisse être lent et souvent impliquer des appels, il est extrêmement important de continuer à protéger nos droits prévus dans la *Charte des droits et libertés*.

Soutien financier

Le Conseil exécutif national a approuvé 27 demandes de campagnes à frais partagés pour un total de 2 747 582 \$, quatre demandes de soutien juridique et d'arbitrage pour un total de 130 000 \$ et une demande de soutien juridique par l'entremise de la Caisse de grève afin de préserver les droits de négociation collective, pour un montant de 300 000 \$.